

ACCES ET GESTION DU FONCIER PAR LES PAYSANS RIVERAINS DU PARC NATIONAL DE VIRUNGA, EN TERRITOIRE DE NYIRAGONGO. CONTRIBUTION A L'EDUCATION A LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Lwinda Lwamenyire Decharte*

*Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Goma ISPT/Goma

*Corresponding Author :
dechartelwinda@gmail.com

Résumé

La présente recherche a porté sur le thème intitulé : Accès et gestion du foncier par les paysans riverains du parc National de Virunga, en Territoire de Nyiragongo. Contribution à l'éducation à la protection de l'environnement
La préoccupation majeure était de comprendre comment les paysans riverains du parc de Virunga accèdent-ils à la terre et comment la gèrent-ils au regard de nouvelles réglementations sur la justice environnementale.
Il était question d'identifier les conditions socio-économiques, politiques et culturelles d'accès et de gestion de la terre par les populations des communautés riveraines du parc. Ceci dans le but de comprendre les enjeux de la justice environnementale en lien avec les conditions de vie de la population. Les résultats obtenus à l'issue de la présente étude ont permis d'élaborer une fiche technique d'action en termes de propositions à réaliser en faveur des communautés riveraines du parc.

Mots clés : Accès, Gestion, Foncier, Paysans riverains.

Summary

The present research focused on the theme entitled: Access and management of land by peasants living near the Virunga National Park in Nyiragongo Territory. Contribution to environmental protection education.
The main concern was to understand how farmers living near Virunga Park access land and how they manage it in the light of new environmental justice regulations.
The aim was to identify the socio-economic, political and cultural conditions for access to and management of land by the populations of the communities bordering the park. This is in order to understand the issues of environmental justice in relation to the living conditions of the population. The results obtained at the end of this study made it possible to develop a technical action sheet in terms of proposals to be carried out in favor of the Park Rivearines communities.

Keywords: Access, Management, Land, Rivearines peasants

O. INTRODUCTION

1. Contexte de l'étude

Les zones riveraines du Parc national des Virunga, sont occupées par une population très dense. Une des graves conséquences de cette dynamique démographique est la pression qui s'exerce sur les ressources naturelles du Parc National de Virunga.

Sur le plan socio-économique, la population pratique principalement l'agriculture sur un sol volcanique très fertile et un climat tempéré par l'altitude permettant de produire une variété de produits agricoles.

Il y existe un grand potentiel agricole pour la production des bananes, maïs, sorgho, haricot, pomme de terre légumes divers; fruits divers comme les avocats, les papayes, ananas, orange etc.

Avant la guerre, la région produisait énormément de produits agricoles dont le surplus se vendait sur les marchés locaux de Nyiragongo et de Goma ; et une partie était écoulée à Kinshasa.

La région dispose aussi d'un potentiel en élevage de vache. Il y a également l'élevage du petit bétail : chèvre, mouton et des porcins ainsi que les volailles: poule, canard et dindons DELVINGT. W., (2019).

Mais, l'élevage a été gravement affecté par la recrudescence des guerres au point que nombreux paysans ne disposent plus d'animaux domestiques, bien que certains puissent encore élever quelques têtes de vaches à la lisière du parc DELVINGT.W., (2019).

Au Nord-Kivu, dans les territoires de Nyiragongo particulièrement, la situation se présente comme suit : à cause de sa bonne volonté de préserver les ressources naturelles (parc national de Virunga) au profit de toute l'humanité, les populations riveraines du parc sont privées non seulement de l'accès aux ressources mais également de leur droit d'en jouir avec des retombées socio-économiques issue de la conservation.

Il en résulte une double insécurité : d'abord, l'insécurité alimentaire de milliers de ménages riverains du parc qui n'ont plus accès à des terres arables pour les activités agro-pastorale.

Celle-ci est exacerbée d'une part, par une explosion démographique d'une population à la quête de moyen de survie qui se dispute les petites espaces où il est possible de cultiver et d'autre part, par l'engloutissement d'une partie de ces espaces des terres qui au départ étaient insuffisantes, par la coulée des laves des différentes éruptions volcaniques dont celle récente du Nyiragongo au mois de mai 2021 ;

Ensuite, une insécurité physique des personnes impliquées dans la conservation. Des groupes armés sont responsables d'un nombre important de morts violentes au sein de la population civile et des gardes du Parc.

Au cours des 25 dernières années plus de 200 rangers ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions (<https://virunga.org/fr/alliance>).

2. Etat de la question

La question liée à l'accès des paysans aux terres et sa relation avec l'environnement et le développement durable a préoccupé plusieurs auteurs au point qu'elle a fait l'objet de plusieurs activités de recherche antérieures. Certainement, beaucoup d'auteurs l'ont déjà traité et ce, à des moments différents, dans les contextes particuliers et avec des orientations toutes autres, et sont parvenus à des résultats conformes à la méthodologie utilisée à cette fin.

Certaines de ces études abordent les aspects dynamiques de la gouvernance des terres en général et des terres agricoles en particulier. Les pratiques locales ou traditionnelles de gestion du foncier agricoles dans le contexte actuel des changements climatiques et de la croissance démographique, la prévention et la gestion des conflits fonciers sont aussi traitées dans la littérature.

Parmi ces recherches, celles traitées plus ou moins récemment et se rapportant à notre centre d'intérêt sont ici synthétisées en guise d'un état des lieux qui éclaire la lanterne par rapport au thème abordé.

Lasarev et Kalbermatten, (2009) cité par Djibrile Berthe, (2017), ont étudié « la gouvernance territoriale et ses enjeux pour la gestion des ressources naturelles ». Ils ont conclu que, les terres agricoles représentent un dixième de la surface terrestre de la planète.

Ces auteurs pensent que dans les pays en développement, les terres agricoles font vivre directement une population rurale de plus de trois milliards de personnes et que la pression démographique de ces dernières décennies s'est, traduite d'une manière générale dans ces pays, par la surexploitation des sols et par la fragmentation des exploitations.

L'étude de Durand Laserve et Le Roy, (2012) sur « La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050 », fait ressortir qu'en Afrique, 90% de la population ne dispose pas de droits fonciers formellement reconnus. Seule une petite tranche (la plus riche) a le privilège d'accéder aux droits fonciers formels. Pour la majorité, les droits sur la terre ne bénéficient pas d'une reconnaissance légale et font souvent l'objet de contestation.

En milieu rural, les droits sur la terre sont généralement définis de manière informelle et gérés selon des règles coutumières dans des systèmes coutumiers qui ont longtemps été efficaces pour procurer de la terre à ceux qui en avaient besoin et assurer la sécurité de sa tenure, Durand Laserve et al.,(2012).

Boateng, (2017) cité par Djibrile Berthe, (2017), a quant à lui étudié « Land Access, Agricultural Land Use Changes and Narratives about Land Degradation in the Savannahs of Northeast Ghana during the Pre-Colonial and Colonial Periods ».

Il conclue qu'au Nord-Est du Ghana, les croyances traditionnelles qui existent sur l'attribution et l'utilisation des terres agricoles et la gestion du couvert terrestre, imposaient chaque année aux agriculteurs de fournir du sorgho, du mille et d'autres produits de leurs fermes aux autorités traditionnelles comme forme de paiement de loyer pour leurs terres.

Toutes ces contributions céréaliers s'échangeaient contre des moutons ou une vache, qui était ensuite sacrifiés aux dieux de la terre dans des bosquets de buissons (ou des bosquets sacrés, appelés localement Tingani) où l'on croyait que les esprits de la terre résidaient.

Il rapporte que dans la zone des savanes au Nord-Est du Ghana, les terres placées sous l'autorité directe de la chefferie traditionnelle « Tindaana » pouvaient être attribuées à un clan, une famille ou à un individu qui en faisait la demande. Mais le « Tindaana » sanctionnait les acquéreurs pour d'éventuelles pratiques interdites sur les terres. La terre ne pouvait se vendre, contrairement à ce que l'on voit de nos jours au point qu'on assiste à la profanation des espaces spirituels ou habitent les dieux de la terre. La terre était abondante par rapport à la population d'alors. La terre assignée aux familles appartenant aux divers clans était partagée entre les hommes adultes mariés de la famille.

Le PNVi-sud connaît une pression de la population riveraine car il renferme des terrains dont le développement des populations dépend essentiellement. Sa diversité biologique est menacée par les actions anthropiques diverses: agriculture, élevage, braconnage, feux de brousse incontrôlés, exploitation forestière pour le bois-énergie, etc. L'afflux massif des réfugiés de la région n'a fait qu'exacerber la situation (Monographie de la province du Nord-Kivu, PNUD/UNOPS, 1998, cité par Christol PALUKU MASTAKI, (2015). A cette réalité s'ajoute l'insécurité récurrente provoquée par des guerres en répétitions qui sévissent dans la zone entraînant des déplacements des paysans de leurs milieux de vie avec toutes les conséquences socioéconomiques qui en découlent.

A l'instar d'autres milieux ruraux, les activités agricoles et d'élevage constituent le socle même de l'économie des paysans riverains du PNVi-sud en Territoire de Nyiragongo. Mais du fait de la croissance démographique, la terre "paysanne" est devenue une ressource rare et l'immense majorité des agriculteurs ne vit que sur de très petites exploitations pendant que les projections démographiques pour 2030 indiquent que la pression sur la terre pourrait demeurer très forte, UNDESA, (2019).

Pour bien aborder cette problématique des pressions récurrentes subies par le Parc National de Virunga-secteur sud, nous sommes partis des variables ci-dessous :

Tableau N°01 Variables de la recherche

I. Variable Indépendante	I.1. Envahissements récurrents du PNVi-sud par les paysans riverains	
II. Variables dépendantes	II.1. Pauvreté des paysans riverains du PNVi-sud	a) Nombre des repas par jour b) Taux de scolarisation c) Type d'habitat d) Accès aux services sociaux de base (l'eau, soins médicaux)
	II.2. Croissance démographique des paysans riverains	a) Taux de natalité b) Taux de mortalité c) Taux de fécondité
	II.3. Accès à la terre et aux ressources naturelles	a) Possession des terres b) Discriminants d'accès aux terres c) Superficie des terres possédées
	II.4. Relation paysans riverains et Parc national de Virunga	a) Des Conflits b) acteurs en conflits

Commentaires : Pour cette étude, nous avons quatre variables dépendantes à étudier.

4. Questions de recherche

4.1. Question principale

Eu égard à tout ce qui précède, nous nous sommes principalement proposés de questionner le pourquoi des envahissements récurrents du PNVi-sud dans le territoire de Nyiragongo par les paysans riverains?

4.2. Questions secondaires

De ce questionnement principal ci-haut, découle une autre question secondaire à savoir :

4.2.2. Comment se fait-il que les paysans riverains du PNVi-sud demeurent très pauvres

alors qu'ils sont dans une zone potentiellement fertile avec beaucoup d'opportunités Eco touristiques dues à la présence du Parc national de Virunga et du Volcan Nyiragongo ?

5. Hypothèses de recherche

Considérant les questions posées et des objectifs poursuivis, nous formulons les hypothèses qui sont ici des suppositions de notre recherche que l'analyse et l'interprétation des résultats aideront à confirmer ou à infirmer.

5.2.1. La recrudescence de l'insécurité dans la province du Nord-Kivu provoquant des déplacements massifs des populations avec toutes les conséquences y relatives, la croissance démographique des paysans à la recherche des terres cultivables et d'autres ressources, tels seraient les causes explicatives des envahissements récurrents du PNVi-Sud par les paysans riverains.

5.2.2. L'accès limité aux terres cultivables et d'autres ressources y relatives suite à l'existence même du Parc, les retombés des différentes éruptions volcaniques dont les coulées des laves ne font que réduire d'avantage les quelques espaces cultivables disponibles, et la perte des biens suite à l'insécurité récurrente dans le Nord-Kivu, expliqueraient pourquoi les paysans riverains du PNVi-sud demeurent très pauvres alors qu'ils sont dans une zone potentiellement fertile avec beaucoup d'opportunités sur le plan Eco touristiques .

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons formulé les objectifs suivants :

6. Objectifs de la Recherche

6.1. Objectif Global

Identifier les causes des envahissements récurrents du PNVi-sud par les Paysans riverains.

6.2. Objectifs spécifiques

- ✓ Déterminer les facteurs explicatifs des dynamiques démographiques des paysans riverains du PNVi-Sud ;
- ✓ Expliquer pourquoi les paysans riverains du PNVi-sud demeurent très pauvres alors qu'ils sont dans une zone potentiellement fertile avec beaucoup d'opportunités Ecotouristiques;

9. méthodologie de la recherche

Notre étude est descriptive-transversale ; elle a emprunté une méthode qualitative qui met en lumière les rapports socioculturels de l'accès et gestion des terres et autres ressources y relatives par les paysans avec la question de la conservation des ressources naturelles dans le contexte des zones riveraines des parcs nationaux, cas du PNVi-sud en Territoire de Nyiragongo.

Cette approche qualitative nous a permis de mieux appréhender la question des déterminants d'accès et gestion des terres par les paysans riverains du parc national de Virunga secteur sud, les impacts sur la protection de l'environnement et le développement durable et proposer les stratégies d'éducation environnementale. Elle s'est essentiellement appuyée sur les techniques ci-après :

a. La technique de la revue documentaire :

Celle-ci nous a servi d'outil de collecte d'informations relatives à notre thème de recherche dans les différentes littératures existantes.

b. La technique d'entretiens approfondis :

Les entretiens approfondis ont été réalisés à l'aide d'un questionnaire guide administré auprès des informateurs clés parmi lesquels, les autorités locales, les représentants des confessions religieuses, ceux des Organisations de la Société Civile ainsi que de ménages dans les villages sélectionnés. Ces entretiens ont consisté à recueillir les renseignements détaillés relatifs aux raisons des dynamiques socioculturelles des paysans riverains du Parc, l'accès à la terre et sa gestion/Sécurisation, le niveau de vie sur le plan socioéconomique, les facteurs influençant et les conséquences qui en résultent et enfin, les stratégies pour contribuer à l'éducation environnementale.

c. La technique d'interviews

S'appuyant sur un guide d'interview, cette technique nous a aidé à organiser des groupes d'échanges et discussion avec les représentants de différentes communautés (surtout les jeunes et les femmes) dans chacun des villages sélectionnés, au sujet des dynamiques socioculturelles des paysans riverains du Parc, l'accès à la terre et sa gestion/Sécurisation, le niveau de vie sur le plan socioéconomique, les facteurs influençant et les conséquences qui en résultent et enfin, les stratégies pour contribuer à l'éducation environnementale

d. La technique d'observation

Cette technique nous a aidés à observer les phénomènes liés à l'accès et à la gestion des terres par les paysans dans la zone d'étude et certaines manifestations des conséquences qui en découlent.

I.CADRE THEORIQUE SUR LE SUJET DE RECHERCHE

Dans ce chapitre, Il est question de revenir sur quelques concepts clés et théories sur le sujet de recherche. Il s'agit dans la première section, d'un espace pour définir et contextualiser quelques notions, ceci pour une meilleure compréhension du sujet à traiter. Ensuite, ressortir les discriminants de l'accès et gestion des terres par les paysans riverains.

1.1. Paysans Les paysans sont des personnes pratiquant une activité agricole ou pastorale, culture du sol, élevage d'animaux en zone rurale et possédant un savoir-faire propre à un terroir particulier.

1.2. Paysans Riverains du Parc national de Virunga

Dans le cadre de cette recherche, il s'agit des personnes pratiquant une activité agricole ou pastorale, culture du sol, élevage d'animaux en zone rurale au bord du Parc national de Virunga et possédant un savoir-faire propre à un terroir particulier.

1.3. Foncier

L'adjectif foncier appartient originellement au vocabulaire juridique occidental et désigne en gros les rapports de droit réel entre les personnes et un fonds de terre ou de terrain. Selon Jacques FAYE (Sociologue rural), les spécialistes du foncier le définissent comme l'ensemble des rapports entre les hommes et les femmes concernant la terre et les ressources qu'elle porte. Le foncier inclut donc les rapports entre les hommes et les femmes concernant l'accès, le contrôle, la transmission et les usages de la terre et des ressources qu'elle porte. Le foncier n'est pas seulement la terre, mais aussi les ressources forestières, pastorales, halieutiques qu'elles portent. Jaques FAYE(2008).

Pour le professeur **Etienne Leroy et all.(2011)**, le foncier est un rapport social (S), ayant la terre ou le territoire (T), comme assise et enjeu et où les variables économiques (E), juridiques (J) et les techniques d'aménagement (A) de la nature, sont pondérées par le facteur politique (P) aux différentes échelles locales (l), nationale (n) et internationale (i).

1.4. La Terre

Dans le contexte de cette recherche, le concept de terre désigne la ressource naturelle que représentent les parties de la terre dite ferme se prêtant à des usages multiples (terres à cultiver, terres à bâtir, terres à conserver, terres contenant du gibier pour la chasse, espaces consacrés à l'élevage, à la pêche). Autour de la terre (land) ainsi définie se sont développés des systèmes de régulation en termes d'accès et d'usage concernant les ayants droit, souvent prenant comme critère l'antériorité de l'occupation, ceci en ce qui concerne les sociétés précapitalistes.

«En bref, la terre n'est pas uniquement un attribut physique, mais elle est constitutive de ce que être signifie en ce sens qu'il fournit le contexte au sein duquel les gens se définissent et s'organisent en termes sociopolitiques. Elle conditionne également l'économie politique locale».

L'évocation de cette dimension identificatoire introduit tout naturellement à l'autre concept, celui de droit à la terre et aux ressources naturelles, en rapport avec la terre et l'au-delà.

1.5. L'accès aux terres

L'accès aux terres/Fonciers est un enjeu à la fois crucial et universel, car la terre est l'outil de travail de tous les paysans du monde. La question de l'accès au foncier ne se résume pas au cadastre et aux titres de propriété individuelle sur la terre », Elle touche aussi aux ressources naturelles (eau, forêts, pâturages) et aux droits individuels et collectifs. Pour répondre aux besoins des populations, nous devons aborder cette question dans son ensemble ».

L'accès durable à la terre vise principalement la souveraineté alimentaire et la dignité des paysans, Céline Delmotte, (2019).

1.6. La sécurisation des terres:

Amadou Tom SECK cité par Moustapha Cissé FALL(2017), définit la sécurisation des terres comme la capacité des différents partenaires à consentir des investissements permanents dans la terre. Pour lui, la notion d'investissement semble constituer l'élément déterminant puisqu'elle suppose une capacité de mise en valeur. Cependant il convient de souligner qu'il existe plusieurs types ou formes de sécurisation des terres et que le foncier doit être appréhendé sous ces différents aspects.

Elle est avant tout une question d'institutions et de gouvernance, capables de garantir les droits légitimes des détenteurs en cas de contestation, quelle que soit la nature de ces droits Nsolotshi malangu (2017).

2.1.3.3. Déroulement et collecte de données

En préparation de la collecte de données sur le terrain, une réunion de méthodologie regroupant l'équipe de recherche, s'est tenue à Goma le 24 septembre 2023. Cette réunion a été suivie par la formation des enquêteurs chargés de collecter les données.

En effet, la formation des agents de collecte (2 superviseurs et 6 enquêteurs s'est tenue le 25 septembre 2023. Elle avait pour objectif d'expliquer aux agents de collecte, les objectifs de l'étude, les techniques de collecte des données l'animation des groupes de discussion.

Durant la formation, des exposés théoriques ont été suivi d'exercices de simulation afin d'assurer la maîtrise des différents outils.

2.1.3.3. Population cible et zone d'étude

Les populations cibles pour cette recherche ont été celles de 6 villages du territoire de nyiragongo qui sont Mudja, Rusayo, Kibati, Buvira, Buhumba et Kibumba. Ces villages ont été choisis pour les raisons suivantes :

- ✓ Les problèmes fonciers y sont similaires et se traduisent notamment par la proximité du parc National de Virunga et la privatisation des terres par les différents concessions foncières, la pression démographique, une paysannerie sans terre, la pénurie de terres arables, les conflits engendrés par le déplacement de population, les tensions entre agriculteurs et éleveurs, la présence de milices armées ;
- ✓ Ils sont localisés dans une aire culturelle relativement identique mais présentent ainsi certaines spécificités, compte tenu du fait que les problèmes concernant l'accès à la terre sont avant tout socio-culturels ;
- ✓ Ils affichent entre eux, une grande diversité ethnique tel qu'illustré par la présence, entre autres, de communautés bahutu, banande, bakumu, batutsi.

L'enquête a visée particulièrement les catégories sociales suivantes

- a) Agricultures (hommes et femmes) ;
- b) Eleveurs (hommes et femmes) ;
- c) Les enseignants (hommes et femmes) ;
- d) Les Leaders religieux et communautaires ;

Les autorités locales (hommes et femmes).

Au total l'étude a touché 250 personnes dont 200 ménages qui ont servis dans les focus group et 50 personnes leaders communautaires qui ont servis comme des informateurs clés. Dans l'ensemble nous avons réalisé 25 focus group et 50 entretiens avec les informateurs clés.

Tableau N°2. Nombre de Focus group et entretiens approfondis localités par localité enquêtées

N°	Territoires	Localités	Focus group			Total	Entretien Approfondi
			Femme Agri	Homme Agri	Mixte (éleveurs)		
01	NYIRAGONGO	Kibumba	02	02	02	06	10
		Buhumba	02	02	01	05	07
		Kibati	01	01	01	03	08
		Buvira	01	01	01	03	07
		Mudja	02	02	01	05	10
		Rusayo	01	01	01	03	08
		Total	6 villages	9 FGF	9 FGH	7 FGM	25FG

Source : Nos enquêtes septembre 2023

2.1.3.5. Contraintes et limitations

L'étude s'est limitée dans 6 villages environnants le Parc national de virunga en territoire de Nyiragongo.

L'étude s'est réalisée dans un contexte sécuritaire particulièrement difficile à cause des graves hostilités entre les forces loyalistes et les rebelles du M23.

Le temps limité alloué à la collecte des données sur le terrain a également constitué un facteur limitant pour l'équipe de recherche. Malgré ces limites, la recherche a néanmoins permis de dégager un certain nombre de tendances qui donnent une vue d'ensemble relativement complète des problèmes auxquels les paysans font face pour accéder à la terre et sécuriser leur droits fonciers dans les villages auxquels a porter notre enquête.

3. PRESENTATION DES DONNEES, ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS.

Cette section fournit une brève synthèse des résultats de la recherche réalisée dans les 6 villages riverains du Parc national de virunga secteur sud en Territoire de Nyiragongo afin de mettre en évidence les problèmes auxquels font face les Paysans riverains et les actions envisagées en termes des solutions faces aux défis liés à l'accès et gestion des terres par les paysans en vie de contribuer à la protection de l'environnement et au développement de ces derniers.

Tableau N°3 Les Problèmes prioritaires identifiés en termes des besoins et solutions envisagées

N°	Problèmes prioritaires	Solutions envisagées
01	Insécurité grandissante dans les villages	Restauration et stabilisation de la zone en luttant contre les groupes armés
02	Conflits entre acteurs	Formation et sensibilisation sur la prévention et la gestion de conflit des ressources
03	Accès difficile à la terre arable/cultivable	Plaidoyer pour l'octroi de terre aux individus en besoin
		Plaidoyer pour obtenir le déclassement d'une partie du parc
		Plaidoyer pour créer une zone tampon au niveau du parc
04	Conflits entre agriculteurs et éleveurs	Créer des zones/champ et pâturages collectifs ou communautaires
05	Faible production due au ravage de cultures par les animaux	Délimitation électrique du parc et indemnise les paysans
06	Manque d'intrants et semences de qualités et géniteurs pour reprendre les activités agropastorales	Distribution d'intrants agricoles aux paysans agriculteurs et de géniteurs aux éleveurs
07	Ignorances/méconnaissance de textes en vigueur sur l'accès et la sécurisation foncière	Vulgarisation de textes et lois ; et sensibilisation et formation sur les lois essentielles sur la sécurisation de terre
08	Manque d'accès au crédit pour renforcer l'économie de ménage	Instauration et financement de système de crédit (AVEC) dans les villages
09	Absence de cadre de concertation sur les questions foncières dans les villages	Mise ne place de comité de gestion participative et de la conservation communautaire de ressources
10	Accès difficile à l'eau	Distribution de tank d'eau aux ménages
11	Accès difficile aux sources d'énergie pour la survie des ménages	Formation sur l'agroforesterie pour produire les bois énergie
12	Sous information et/ou manque d'information sur les questions foncières et de la gestion des ressources dans le territoire	Créer un groupe social efficace et accessible à tout le monde pour être rapidement informer

Ces besoins identifiés et les solutions envisagées ont fait l'objet d'une grille d'action proposées pour améliorer l'accès et la sécurisation au foncier comme le présente le tableau suivant

Tableau 4. GRILLE POUR ACTIONS

Cette grille suggère les actions à entreprendre comme réponses/solutions aux besoins identifiés lors de l'enquête sur terrain.

N°	Description du constat	Actions à entreprendre	Cibles	Alliés
01	Textes de lois sur l'accès et la gestion/ Sécurisation foncière ignorés par l'ensemble de la population dans les villages et inadaptés dans les us et coutumes de villages	1. Formation et sensibilisation sur l'importance de la gestion/ Sécurisation foncière 2. Vulgarisation de textes de lois	Leaders communautaires et chefs locaux	Services étatiques
02	Population (surtout les femmes et les jeunes) avec un pouvoir d'achat très faible	Renforcement du pouvoir d'achat par un système d'autonomisation économique	- femmes - Jeunes	L'Etat Congolais et ses partenaires
		Distribution des intrants agricoles pour augmenter la productivité	ménages agriculteurs	L'Etat Congolais et ses partenaires

03	Population sans accès facile à la terre agricole et sans cadre de participation aux décisions et mécanismes de gestion de terre et de ressources naturelles	Plaidoyer pour l'octroi de terre collective pour les champs et pâturages communautaires	Autorités coutumières (Mwami)	- ICCN -WWF -Insp Agri et élevage
		Plaidoyer pour le déclassement d'une partie du parc en faveur d'une zone tampon	L'Etat Congolais	ICCN WWF
		Mise en place de comités locaux de gouvernance participative et gestion des ressources naturelles	Leaders communautaires	Autorités locales ICCN WWF
	Plusieurs conflits liés à l'accès, la gestion/sécurisation foncière et la gestion des ressources du parc	Sensibilisation et formation sur la gestion de conflits de ressources naturelles	Leaders communautaires	ICCN WWF
04	Absence d'un réseau fiable d'information et de communication entre les acteurs	Mise en place d'un réseau (face book ou site weeb pour informer la population sur les opportunités et contraintes de la zone	Population de deux territoires	ICCN WWF ONG

Conclusion

Le constat général qui se dégage de l'analyse de l'arène socio-foncière en lien avec la problématique d'accès et de gestion de paysans riverains au foncier mise en perspective avec l'existence du parc de Virunga est complexe et met en jeu d'importants centres d'intérêt tant au niveau des détenteurs coutumiers de terres, de l'Etat que du secteur privé.

La question foncière dans le territoire de Nyiragongo est toujours dans un contexte de nombreux conflits et se caractérise par la coexistence de normes différentes ; celles de l'Etat et celles locales (les us et coutumes étant le plus souvent multiples, voire contradictoires).

Dans ce contexte, le sort des paysans riverains démunis pour la plupart, reste suspendu aux caprices du droit coutumier sur la terre d'une part et d'autre part à un droit moderne méconnu et peu adapté, mal administré et incapable de leur offrir les moyens et la sécurité nécessaire pour le développement dans leur milieu.

L'interprétation des données de l'enquête révèle que de tous les discriminants supposés, la possession libre (héritage ancestral et l'occupant réputé premier), les us et coutumes actuels, le revenu individuel, constituent des facteurs déterminants l'accès à la terre dans tous les villages riverains enquêtés.

Les considérations coutumières, l'appartenance tribale, la présence des concessions /domaines privés paraissent comme des discriminants secondaires.

De ce point de vue, il s'avère que la perception sociale et culturelle de la question d'accès et de gestion foncière demeure favorable. Toutefois, il sied de faire remarquer que la perception populaire de la propriété de la terre contrarie la perception juridique.

L'étude met en évidence 4 principaux acteurs du jeu de la gouvernance locale et traditionnelle des terres (chef du village, chef de groupement, agent de l'Etat et premier occupant, cependant, les 3 premiers sont des acteurs prépondérants à cause de leur légitimité naturelle en tant que gestionnaires de l'héritage ancestral.

Voilà pourquoi l'opinion générale sur la gestion locale et traditionnelle des terres demeure largement favorable. Pour tout compte fait, il s'observe que les modalités d'accès à la terre dans le milieu d'étude ne constitue que des arrangements (Prêt de courte durée, location de terres, le contrat à produit partagé, etc), qui ont de fonctions et des enjeux particuliers étroitement liés au système agraire, à l'histoire sociale de la région, aux spécificités des systèmes de culture, et pour une grande part, à l'environnement économique. Dans cette optique, chaque arrangement vise à répondre à un ou des enjeux particuliers du point de vue du cédant comme du point de vue du preneur.

Dans le Territoire de Nyiragongo, ces arrangements sont influencés par une compétition économiques accrue, la question monétaire et l'importance de mouvement de la population fouillant les atrocités et l'insécurité.

Au regard du controversé entre la loi et la coutume, il s'observe que le cadre juridique actuel exerce un impact négatif sur les discriminants historiques de la possession des terres.

En effet, aux termes de la loi foncière, la propriété exclusive des terres est reconnue seulement à l'Etat et à lui seul. Autrement dit, les paysans riverains ne disposent que d'un droit de jouissance (comme terres ancestrales) et d'un pouvoir consultatif (comme communauté riveraine). Un principe par contre qui va aux antipodes du principe coutumier qui reconnaît la propriété aux citoyens en leur qualité d'héritiers ancestraux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1]. Coté, V, 2009. *La prise en compte des populations locales dans la mise en place d'aires protégées : études de cas au Guatemala et au Maroc*. Université de Sherbrooke, Québec.85p.

- [2]. UICN-PAPACO.,2012. *Renforcer la conservation des aires protégées d'Afrique...*Synthèse de la rencontre de Weotenga ; Ouagadougou, janvier 2012.
- [3]. Rainfroy. C, 2017. *Côte d'Ivoire: le parc national de la Comoé n'est plus en péril, selon l'UNESCO.*Jeune Afrique à Abidjan, Repéré à <https://www.jeuneafrique.com/454042/societe/cote-divoire-parcnational- de-comoe-retire-de-liste-patrimoine-peril/>consulté le 6 décembre 2018.
- [4]. AMURI S, 2014 : Problématique de l'impact d'une forêt classée sur le développement socio-économique de la population riveraine (cas du parc de la Lomami)
- [5]. Defourny P. 2016. « Espace et temporalité pour une analyse multidisciplinaire des jeux d'acteurs ». In Debuyst et Gerard (sous la dir. de). *Savoirs et jeux d'acteurs pour des développements durables. Population et développement* n°8, Louvain-la-Neuve, Académisa-Bruylant.
- [6]. Péliissier P. 2015. *Campagnes africaines en devenir*. Paris : Arguments.
- [7]. Tableau synoptique de la population Congolaise et Ethnique quatrième Trimestre 2014
- [8]. PRIEUR, M. 2019, *Droit de l'environnement*, 8ème édition, Paris, Dalloz, p. 876.
- [9]. HERMELINE, M. et REY, G. 1994, L'Europe et la forêt, *Eurofor*, tome 3, Bruxelles, , p. 100.
- [10]. DELVINGT, W. et all ; 2001, *Guide du Parc des Virunga*, Commission des Communautés européennes, Bruxelles,, p. 147.
- [11]. Joiris D.V. 2011, La gestion participative et le développement intégré des aires protégées in *Avenir des Peuples des Forêts Tropicales*, Volume II Une approche thématique, Bruxelles, Belgique, CE-DG VIII, 489-513
- [12]. Lydie Laigle, « Justice climatique et mobilisations environnementales », *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 19 Numéro 1 | mars 2019, mis en ligne le 05 mars 2019, consulté le 04 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/24107> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.24107>